



DevHaïti

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT

2020 – 2030 : Une Décennie d'Action

N° 007



23 avril 2020

Leadership en temps de crise mondiale

La plus grande leçon à tirer de la pandémie COVID-19 qui touche presque tous les pays de la planète, est la faiblesse de la gouvernance affichée par la majorité des gouvernements tant au niveau national que sur le plan local. Très peu de pays et territoires comme Israël, Taïwan, Corée du Sud, Singapour, Allemagne,... sont parvenus à attaquer le taureau par les cornes et éviter que le virus se transforme en une catastrophe.

Des pays comptant parmi les plus avancés en matière de développement, les États-Unis, la France, l'Italie, l'Espagne,..., aussi bien que des pays émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud,... ont connu une nette détérioration de leur image dans la gestion de la crise sanitaire. Avec notamment des systèmes de santé non préparés, un manque d'équipements et de matériels pour faire face à la pandémie, et des leaders politiques qui n'ont pas cessé de se contredire et d'envoyer la balle dans l'autre camp.

La bataille médiatique quotidienne ente le président républicain, Donald Trump et le gouverneur démocrate de l'Etat de New York, Andrew Cuomo, illustre, si besoin en était, la complexité du système politique américain mais aussi les failles dans le leadership des actuels dirigeants de la grande puissance militaire et économique du monde.

La bataille électorale est bel et bien lancée aux États-Unis car en novembre prochain les américains iront aux urnes pour décider entre Donald Trump et Joe Biden, deux septuagénaires, qui élire pour conduire le pays dans le monde post-2020.

Le jeune président français, Emmanuel Macron, réputé comme un manager efficace, n'a pas échappé à la critique des Français, des éternels insatisfaits, dans la gestion de la crise sanitaire. Ils lui ont reproché son discours martial décrétant la guerre au COVID-19 mais surtout la faiblesse affichée par le système de santé du pays, considéré pourtant comme l'un des meilleurs au monde et le manque de masques et d'autres équipements.

Quid d'Haïti?

Certains observateurs pourraient tenter de justifier la mauvaise gestion de cette crise sanitaire en comparant notre gouvernement à ceux des pays cités plus haut. Etant une fabrique permanente de crises, Haïti aurait dû s'y prendre mieux. En effet, de la crise alimentaire en 2008 au terrible tremblement de terre de 2010 sans oublier l'épidémie de choléra au cours de la décennie écoulée pour aboutir à l'ouragan dévastateur Matthew en 2016, les experts haïtiens en gestion de crise devraient se retrouver en territoire connu, de par leur expérience, face au défi du COVID-19.

Malheureusement, le pays s'est retrouvé avec un nouveau gouvernement comptant en son rang certains membres qui, sans doute, n'ont aucune compétence pour gérer une situation aussi complexe. Les déclarations et comportements de certains ministres, choisis uniquement sur la base de leur appartenance à des courants politiques spécifiques ou sur recommandation d'acteurs puissants, révèlent le danger auquel on expose une population très peu éduquée pour faire face à cet « ennemi invisible ».

Les élites du pays, particulièrement l'Université, doivent être interpellées pour n'avoir pas su s'inspirer des précédentes crises susmentionnées pour développer des protocoles et des systèmes efficaces de gestion devant conduire à de meilleures prises en charge d'éventuelles crises, notamment celle du COVID-19. Haïti aurait dû développer un avantage compétitif en « crisis management ». L'ONU offre des services dans ce champ à travers le monde dans des pays fragiles, conflictuels et violents. Cela aurait pu générer des devises au pays en exportant une main d'œuvre qualifiée en la matière. Encore une occasion manquée.

Cette crise sanitaire met à nu notre secteur de la santé auquel nos dirigeants ont alloué moins de 1 milliard de gourdes pour les investissements dans le budget national actuellement en

application. Ceci n'avait même pas attiré l'attention de l'opposition qui tire pourtant à boulets rouges sur le gouvernement. Cette opposition n'a présenté, de son côté, aucun plan viable dont les membres auraient pu utiliser si leur désir de remplacer le président en exercice avait été concrétisé.

Au final, une analyse approfondie de la gestion de la crise par les leaders politiques haïtiens indique la nécessité d'une vraie décentralisation afin de permettre aux communautés locales de mieux se protéger en période de crise. Un renforcement des structures locales devrait

permettre aux membres de ces communautés d'être moins exposées aux désastres naturels (cyclones, ouragans, inondations, tremblements de terre,...) et d'y faire face quand ils surviennent. A ne pas oublier qu'Haïti fait partie du groupe des cinq pays les plus exposés aux risques au niveau de la planète, sans parler des risques politiques. La lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté passent par une gestion de risques de façon efficace et efficiente.

Comme on dit en bon créole "Kay koule trompe solèy, li paka trompe la pli".

Haïti : la situation d'insécurité alimentaire risque de s'intensifier à cause du COVID-19

L'arrivée du Covid-19 en 2020 vient s'ajouter à la longue liste des problèmes auxquels Haïti fait face. Le pays ne s'est même pas encore réveillé des troubles sociopolitiques – la sécheresse de 2019. L'urgence sanitaire vient d'être reconduite par le gouvernement pour un mois. La dépendance alimentaire des Haïtiens à l'importation constitue un obstacle non négligeable à ce besoin de retranchement très recommandé dans la lutte contre le nouveau coronavirus. Entre-temps, les grognes augmentent quand il s'agit de se nourrir.

Le coût nominal moyen du panier alimentaire, en mars 2020 se situe autour de 1,960 gourdes par personne par mois soit 9,800 gourdes pour une famille de 5 personnes contre 1,880 gourdes en Février 2020 et 1,563 gourdes en mars 2019 soit une hausse de 25% en rythme annuel et une augmentation de 4% en rythme mensuel selon les données fournies par la CNSA dans son bulletin d'avril 2020.

Un ménage de 5 personnes en Haïti aurait besoin en moyenne de 11,006 gourdes pour accéder aux aliments de base. Le riz – le haricot - la farine de blé - le maïs - le sucre - l'huile végétale figure en tête de liste des produits les plus utilisés par la population. Ces produits constituent entre autres le panier de la ménagère de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (Cnsa). Les habitués des marchés publics font face tous les jours à la dure réalité de l'envolée des prix des vivres alimentaires et même des condiments. Il est important de rappeler que les produits de ce panier sont en grande majorité venus de l'étranger car Haïti a perdu, depuis des lustres, cette capacité de nourrir et prendre en charge ses habitants.

Selon les responsables de la CNSA, la hausse mensuelle du panier s'explique également par la faible réussite de la campagne d'hiver. Les prix du riz de référence américain « US Long Grain 2.4% » ont augmenté pour le troisième

mois consécutif soit de 3%, 5% et 4%, ce qui va avoir des répercussions sur le marché

national surtout dans le contexte d'appréciation du dollar américain par rapport à la gourde. Le sac de riz américain est passé de 1 800 à 2 200 gourdes dans certains endroits. 150 ou 175 gourdes c'est le prix de la marmite de cinq kilo de haricots.

Les interrogations pleuvent. La CNSA, de son côté, essaie d'apporter des réponses. Elle estime que la panique liée à la crise sanitaire du COVID19, l'appréciation du dollar américain par rapport à la monnaie locale et la fermeture de la frontière haïtiano-dominicaine expliquent la hausse de 4% en rythme mensuel de la valeur du panier au cours du mois de mars 2020.

La CNSA tire la sonnette d'alarme. Elle informe que plus de 40% de la population haïtienne sont pour l'instant en insécurité alimentaire en raison des conséquences des troubles sociopolitiques récurrents depuis plus d'un an, la tendance à la persistance de l'inflation et de la dépréciation de la gourde et le ralentissement des activités économiques dû à la crise du COVID-19. L'augmentation de la valeur du panier de 4% complique davantage l'accès aux aliments pour les ménages les plus pauvres en raison de la période de soudure accentuée par les effets du COVID-19 et des dépenses relativement importantes à la campagne de printemps correspondant généralement à une amplification des déficits alimentaires des ménages.

Selon la dernière enquête nationale d'urgence de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENUSAN 2019), au niveau national, environ 7 ménages sur 10 estiment que la performance de la campagne agricole de printemps a été mauvaise/très mauvaise par rapport à une année normale. Les besoins en intrants (semences, bétail, fourrage) et outils agricoles sont

considérés comme prioritaires pour plus de 40 % des ménages (hors zone urbaine de Port-au-Prince). En glissement annuel, la hausse de la valeur du panier est de 25%. Cette hausse affecte toutes les régions. Les plus fortes hausses ont été enregistrées à Port-de-Paix. La Coordination de la sécurité alimentaire reconnaît que les conditions de sécurité alimentaire en Haïti demeurent préoccupantes pour les prochains mois en raison de la période de soudure amplifiée par le ralentissement des activités économiques dans le contexte de lutte contre le COVID-19. En effet, la disponibilité alimentaire des produits locaux est habituellement réduite en ces périodes de préparation et de la mise en œuvre de la campagne de printemps. Cette flambée des prix des produits alimentaires doit être traitée par les autorités de l'Etat, ce pour éviter que la grogne de la part des classes défavorisées ne se transforme en des mouvements de protestation dans les rues.

(34%), Jérémie (30%); Cayes (29%), Jacmel (28%), Ouanaminthe (27%) et à Croix-des-Bossales. En rythme annuel, le coût du panier alimentaire le moins élevé s'observe à Fonds des Nègres (18%).

Sécurité Alimentaire : la FAO vient en aide au gouvernement Haïtien pour atténuer l'impact du COVID-19



José Luis FERNÁNDEZ, Représentant de la FAO en Haïti

Le trajet que suivent les aliments, des parcelles agricoles jusque sur nos tables, implique un large réseau d'acteurs: producteurs ; fournisseurs d'intrants agricoles ; entreprises de transformation alimentaire ; stockage ;

transport ; distribution et mise à disposition des produits dans les points de vente.

Ce vaste réseau assurant l'approvisionnement alimentaire se trouve aujourd'hui confronté à une grande complexité à mesure que les cas de contamination du virus COVID-19 augmentent, et que les Gouvernements prennent les mesures nécessaires pour limiter sa propagation et garantir la santé des citoyens.

En Haïti, bien avant la propagation du nouveau coronavirus, la situation de l'insécurité alimentaire était alarmante. Selon l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) conduite en Octobre 2019 au niveau national, 12 % (1 203 000 de personnes) de la population analysée est en phase d'urgence (IPC, phase 4), et 28 % (2 898 000 de personnes) en phase de crise (IPC, phase 3), représentant approximativement 40 % de la population analysée, soit 4,10 millions de

personnes qui auront besoin d'une assistance d'urgence.

Les troubles sociopolitiques, la dégradation des conditions de sécurité, le taux d'inflation (20,1%, septembre 2019) et la hausse des prix en glissement annuel (20,30%, octobre et novembre 2019) selon la Banque de la République d'Haïti (BRH, octobre – décembre 2019), ont largement réduit l'accès à la nourriture des ménages les plus pauvres. Dans les zones rurales, la persistance du phénomène El Niño caractérisé par une sécheresse prolongée depuis 2018 jusqu'au premier semestre de 2019 dans plusieurs Départements du pays, a affecté la production des principales cultures, notamment les céréales (maïs, riz et sorgho) et les haricots/pois, entraînant une baisse de 12,3% de la production agricole nationale par rapport à celle de l'année dernière, qui était elle-même inférieure à la normale.

La baisse de la production agricole et les crises sociopolitiques et économiques, avec des manifestations violentes de juillet à novembre 2019, ont engendré d'importantes pertes de revenus pour les ménages vivant directement et indirectement de l'agriculture. En outre, depuis plus d'un an, le pays a vu les investissements directs étrangers chuter causant le chômage des salariés du secteur touristique, entre autres. Récemment, des économistes ont estimé le taux de croissance de l'économie haïtienne sur 12 mois à - 0,9%, taux le plus bas depuis 2010, année du tremblement de terre.

Cette situation a réduit la capacité des ménages les plus pauvres à accéder à la nourriture et conduit à la mise en place de stratégies d'adaptation négatives affectant sévèrement leurs moyens d'existence. Elle se traduit également par une prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë et des taux élevés de Malnutrition Aiguë Globale dans les zones les plus touchées. Celle-ci risque de se détériorer avec la propagation du COVID-19 qui pourrait affecter la réussite de la campagne agricole de printemps.

Recommandations de la FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournit une assistance technique à 193 pays dans le monde, dont Haïti. Dans la perspective de limiter la propagation du COVID-19, elle a formulé des recommandations générales aux pays en ce qui a trait notamment à la nécessité de minimiser les interruptions dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables dans le contexte de la crise sanitaire actuelle.

En premier lieu, elle recommande de renforcer les systèmes de protection sociale afin d'atténuer l'impact de la crise sur les catégories les plus vulnérables de la population.

En deuxième lieu, la FAO préconise d'éviter les mesures affectant le fonctionnement et la traçabilité du marché alimentaire mondial, une leçon tirée des effets causés par les mesures prises par certains pays sur le marché du riz et qui ont généré une inflation globale sur un groupe de céréales. En troisième lieu, il est suggéré de prendre en compte les mesures nécessaires pour garantir la circulation des travailleurs dans les secteurs clés et de mettre en place des mécanismes efficaces pour garantir la récolte et le transport des aliments.

En quatrième lieu, il est crucial d'éviter la pratique du stockage excessif des aliments, car beaucoup d'entre eux peuvent entraîner des pertes et gaspillage dans les prochains mois et altérer le flux normal de la consommation des ménages. En dernier lieu, il convient de souligner les effets de la forte dévaluation de nombreuses devises par rapport au dollar américain, ce qui affectera inévitablement les pays plus dépendants des importations, dont Haïti.

À la lumière de tout ce qui précède, il est évident que le défi du système alimentaire dans ce contexte est grand, en raison de la multiplicité des acteurs et des variables qui interviennent. Pour cette raison, une cohésion entre le Gouvernement, le secteur privé, la

société civile et les organisations internationales, est déterminante pour donner des réponses sur tous les fronts et accompagner les communautés vulnérables face à une éventuelle augmentation du taux de prévalence de la faim dans le monde et en Haïti en particulier où 4,10 millions de personnes sont menacées d'insécurité alimentaire.

Plan de réponse de la FAO pour limiter l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire en Haïti

La FAO travaille conjointement avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) afin de garantir la réussite de la campagne agricole de printemps en mettant à contribution ses fonds propres et ceux du Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies (CERF) pour apporter une assistance agricole à 26 300 ménages (131 500 personnes) dans les Départements du Nord-est, du Nord'Ouest, des Nippes et de la Grand'Anse.

Pour atténuer l'impact négatif du virus sur les communautés rurales d'Haïti qui sont les plus vulnérables, la FAO a mobilisé un financement additionnel (CERF) dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire des Nations Unies à la pandémie COVID-19. Ces fonds serviront à augmenter de 4 000 ménages (20 000 personnes) le nombre de bénéficiaires d'intrants agricoles et mettre en œuvre des activités de sensibilisation et de communication contre la propagation du COVID-19 dans les zones rurales les plus touchées par les crises. Lors des interventions d'urgence pour la relance des activités agricoles durant la saison de printemps, la FAO s'engage à respecter les consignes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Gouvernement relatives aux mesures de prévention et précaution visant à lutter contre la propagation du COVID-19.

COVID-19 : faire ses courses en ligne désormais possible en Haïti grâce à l'application mobile LAVIL

En ces temps de crise sanitaire mondiale où les mesures de préventions comme la distanciation sociale et le confinement sont devenues indispensables dans la lutte contre le coronavirus, une initiative novatrice vient contribuer à sa façon aux stratégies entreprises pour stopper le virus.

Lancée à Port-au-Prince, le mercredi 15 avril dernier, l'application LAVIL se veut être une solution pour limiter la propagation de la pandémie de Covid-19 en Haïti en permettant à ses utilisateurs de faire leurs provisions de nourriture, de médicaments, de produits cosmétiques, entre autres, sans se déplacer de chez eux. Limitant ainsi leurs contacts et circulations le plus que possible.

Outre sa participation active à la stratégie de distanciation sociale adoptée dans le reste du monde, LAVIL, pendant les premières

semaines suivant son lancement, offre un bonus promotionnel de 250 gourdes sur les comptes de ces 10 000 premiers abonnés.

« Acheter sur internet en Haïti devient plus facile avec l'application mobile LAVIL qui, en seulement deux clics, effectue vos courses à votre place, aux prix coûtant, et vous les apporte à la maison en toute sécurité », peut-on lire dans le communiqué annonçant la création et la mise en service de l'application mobile à la mi-avril.

L'entreprise LAVIL LLC, une Start-up constituée d'une équipe de dix personnes, entend dynamiser le commerce en ligne en Haïti en permettant à ses utilisateurs de faire leurs achats en ligne avec facilité d'accès à travers un moyen de paiement diversifié incluant même ceux qui ne disposent pas de carte de crédit.

Le processus d'achat sur LAVIL est presque le même que sur toutes les autres plateformes de e-commerce. Pour placer ses premières commandes sur LAVIL, l'utilisateur doit d'abord télécharger gratuitement l'application sur Play Store. (LAVIL sera disponible sur IOS à partir de Mai 2020), créer ensuite son panier à partir de 500 gourdes, et enfin payer avec sa carte de crédit ou son « LAVIL Wallet ». Il s'agit d'une option sur l'application qui occupe la fonction d'un « porte-monnaie » pour ceux et celles qui n'ont pas encore de carte crédit.

En effet, l'utilisateur qui ne dispose pas d'une carte de crédit doit d'abord procéder au renflouement de son « LAVIL Wallet » avant de pouvoir effectuer des achats. Pour se faire, diverses options s'offrent à lui. Il peut donc renflouer son compte via carte de crédit ou débit, dépôt ou virement bancaire, paiement

international ou Top-up. Une fois le compte renfloué, il peut acheter jusqu'à épuisement de la balance de son compte.

LAVIL met à la portée de ses utilisateurs une variété de produits (alimentaires, cosmétiques, articles de bureaux, etc.) aux prix du marché. Pour en finir avec les longues files dans les supermarchés, les déplacements fastidieux au centre-ville pour effectuer ses emplettes, LAVIL livre les achats chez ses utilisateurs en moins de vingt-quatre heures.

Outre la vente de produits en ligne, l'application mobile LAVIL entend faciliter le rapprochement entre le public et les entreprises en offrant à ces dernières un espace pour exposer leurs services et/ou leurs produits.

Covid-19 : une baisse des transferts d'argent de près de 20% prévoit la Banque mondiale

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les envois de fonds des migrants devraient connaître une baisse de 19,3% au cours de cette année à cause de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement, rapporte ce mercredi 22 avril, la Banque mondiale dans un communiqué de presse.

« Les remises migratoires vers les pays à revenu faible et intermédiaire devraient chuter de 19,7 %, à 445 milliards de dollars, avec à la clé la disparition d'une planche de salut financière vitale pour de nombreux ménages vulnérables », informe la Banque mondiale, soulignant que les transferts d'argent vers les pays à revenu faible et intermédiaire avaient atteint un niveau record de 554 milliards de dollars en 2019.

En termes d'impact, les transferts d'argent dans les pays à faible revenu et intermédiaire contribuent, entre autres, à l'allègement de la pauvreté, l'amélioration de la situation nutritionnelle, la hausse des dépenses

d'éducation et la diminution du travail des enfants dans les familles défavorisées.

Au cours de l'année 2019, les envois de fonds vers la région Amérique latine et Caraïbes ont connu une augmentation de 7,4%. une augmentation du coût des transferts dont : le tarif moyen pour l'envoi de 200 dollars vers la région est ressorti à 5,97 % au premier trimestre de 2020 à cause de la crise du coronavirus qui pose des problèmes aux prestataires de services (fermeture des bureaux, arrêt de l'activité des agents, accès aux liquidités, taux de change, sécurité) et du respect de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

« Les remises migratoires sont une source vitale de revenus pour les pays en développement. La récession économique causée par la pandémie de COVID-19 met sérieusement à mal la capacité des migrants à envoyer de l'argent chez eux et rend d'autant plus importante la nécessité d'accélérer la vitesse de rétablissement des économies avancées,

indique David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale.

La chute des fonds transférés par les migrants devrait être constatée dans toutes les régions où est présent le Groupe de la Banque mondiale : l'Europe et l'Asie centrale (27,5 %), l'Afrique subsaharienne (23,1 %), l'Asie du Sud (22,1 %), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (19,6 %), l'Amérique latine et les Caraïbes (19,3 %) et l'Asie de l'Est et le Pacifique (13 %).

En Haïti, le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) prévoit une réduction substantielle des transferts de devises a moins

de 1.6 milliards de dollars US, contre 3 milliards de dollars l'an dernier, soit plus de 30% du PIB. Les transferts dépassent aujourd'hui les Investissements Directs Etrangers (IDE), l'assistance financière internationale ainsi que les exportations. La réduction des transferts en Haïti, impactera

l'offre de devises et pourrait créer des pressions sur la monnaie locale au niveau du marché des changes.

Le Group Croissance et ses partenaires lancent la 10^{ème} édition du sommet international de la Finance.

Chaque année, depuis le mois d'avril 2011, le Group Croissance organise son traditionnel sommet international sur la finance et la technologie. Le but du sommet est de renforcer le débat autour des grandes actualités de la finance haïtienne. Comment ce secteur clé de l'économie peut se moderniser et financer le développement du pays. Des experts nationaux, financiers, administrateurs de l'Etat, Maires, entrepreneurs, Etudiants etc... viennent discuter de l'importance de la finance et des relations qu'elle entretient avec l'économie réelle (agriculture, agro-business, industrie, commerce etc...) tout en présentant leurs travaux pour une économie haïtienne productive. Depuis 2011, le Group Croissance a amorcé le débat sur la question de

l'innovation financière en Haïti, afin de résoudre de grands problèmes tels que l'exclusion financière/bancaire et le sous-investissement dans l'économie réelle.

Cette année, en dépit de la crise sanitaire, ces institutions auxquelles est ajouté Profit, lancera la 10^{ème} édition du sommet international de la finance et la 5^{ème} édition de la Fintech virtuellement, du 28 au 30 avril prochain. Le thème retenu est **COVID-19 : Financer la Réponse et l'après crise** Pour ce faire, le pays doit nécessairement compter sur un écosystème financier et de la fintech en particulier, mieux réglementé et plus inclusif.

10^e EDITION

SOMMET INTERNATIONAL

VIRTUEL

et
5^e EDITION de la
FINTECH

de la FINANCE

COVID-19 : FINANCER LA RÉPONSE ET PRÉPARER L'APRÈS CRISE

DU 28 AU 30 AVRIL 2020

100% EN LIGNE   

hello@haitisommetfinance.com

www.haitisommetfinance.com

PARTENAIRES:

SPONSORS:

En l'absence de mesures rapides, le Covid-19 risque d'aggraver en 2020 l'insécurité alimentaire

Selon les estimations du Programme alimentaire mondial (PAM), le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de Covid-19 pour atteindre plus de 250 millions d'ici la fin de 2020. « Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis quatre ans qu'existe cette étude », relève un rapport de l'ONU et d'organisations partenaires publié le mardi 21 avril 2020. Parmi les dix pays qui ont fait face aux pires crises alimentaires en 2019 et pour lesquels le PAM craint le plus, on peut citer : Haïti, le Yémen, la République démocratique du Congo, l'Afghanistan, le Venezuela, l'Éthiopie, le Soudan du Sud, la Syrie, le Soudan, et le Nigéria. A noter qu'Haïti figure aussi sur la courte liste des pays ayant au moins le tiers de sa population en état de crise alimentaire aiguë (niveau 3 ou plus).

COVID-19 : la BUH fait don de 20 millions de gourdes au Centre Gheskio

En collaboration avec le Groupe DEKA, la Banque de l'Union Haïtienne S.A. (BUH) annonce, via la publication d'une note de presse en date du 21 Avril 2020, avoir offert un appui financier à hauteur de 20, 000,000.00 de gourdes à la Fondation Haïtienne Contre les Maladies Endémiques(FHAME), ci-devant Centre Gheskio, le plus grand Centre de traitements des maladies infectieuses des Amériques. Sous le leadership du Dr Jean William (Bill) Pape, ce centre de traitement de maladies infectieuses, l'un des plus grands du monde, offre depuis 38 ans des soins gratuitement aux personnes les plus vulnérables. Un tel don renforcera la capacité de réponse au COVID-19 de la Commission Multisectorielle Gestion de la Pandémie COVID19, dont le Dr Pape est le Co-président, a fait savoir la BUH.

Financement du développement : l'ONU appelle à une réponse audacieuse pour mieux rebâtir l'après Covid-19

Les 193 États membres des Nations Unies ont appelé, le jeudi 23 avril 2020, à l'issue d'une réunion informelle du Forum sur le financement du développement du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), à une action mondiale coordonnée et décisive pour affronter les retombées de la pandémie de Covid-19 et reconstruire des économies renforcées et résilientes. « Les pays en développement ont besoin d'un soutien massif et urgent », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. « Il est maintenant temps de respecter notre engagement à ne laisser personne de côté. Le Covid-19 a mis en évidence les inégalités et les injustices mondiales qui ne peuvent pas continuer, y compris l'inégalité entre les sexes. »

COVID-19 : prioriser les pays aux faibles systèmes de santé et les personnes les plus vulnérables

Pour empêcher l'effondrement économique à la suite du Covid-19, les États membres des Nations unies ont fait savoir que les mesures immédiates nécessaires devraient se concentrer sur les pays dans des situations particulières, tels que ceux dont les systèmes de santé sont faibles et les ressources limitées pour investir dans ces systèmes ou dans la protection sociale. Ils ont également souligné que les stratégies mondiales de relèvement devaient protéger les personnes les plus vulnérables, en tenant compte des droits de l'homme. Les actions recommandées appellent à : Résoudre les vulnérabilités de la dette ; Augmenter le financement concessionnel, en particulier pour les pays les moins avancés ; Garantir l'accès au financement pour les petites entreprises, ainsi que pour les femmes, les jeunes entrepreneurs et les personnes handicapées, qui sont affectés de manière disproportionnée par le Covid-19.

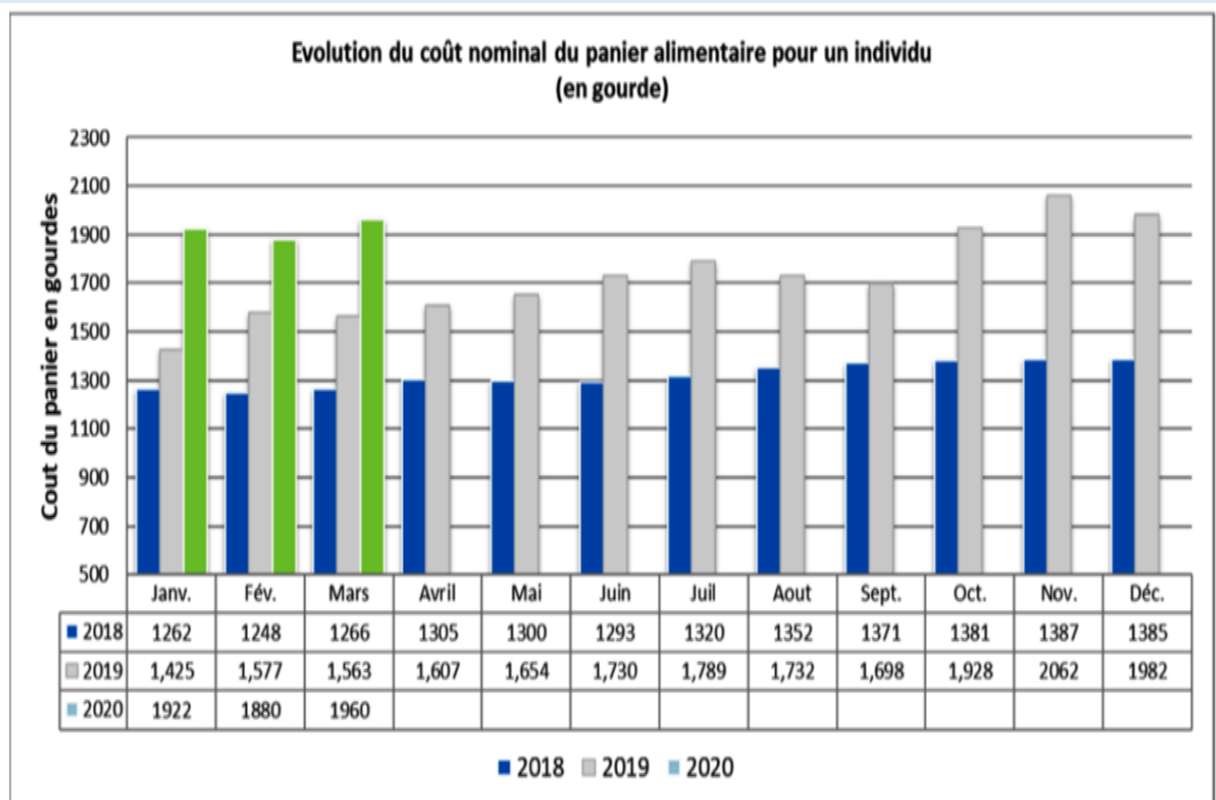
Un accord mondial sur la dette pour éviter un désastre économique

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a proposé, le jeudi 23 avril 2020, un accord mondial sur la dette pour éviter que la pandémie sanitaire du nouveau coronavirus ne se transforme dans les pays en développement « en désastre économique ». L'agence onusienne souligne la nécessité vitale d'une action décisive pour alléger sensiblement la dette de ces pays afin de libérer les ressources dont ils ont cruellement besoin pour faire face à la pandémie. Rien qu'en 2020 et 2021, les remboursements des pays en développement sur leur seule dette publique extérieure sont estimés à près de 3.400 milliards de dollars. C'est-à-dire entre 2.000 et 2.300 milliards de dollars dans les pays en développement à revenu élevé et entre 666 et 1.060 milliards de dollars dans les pays à revenu moyen et faible.

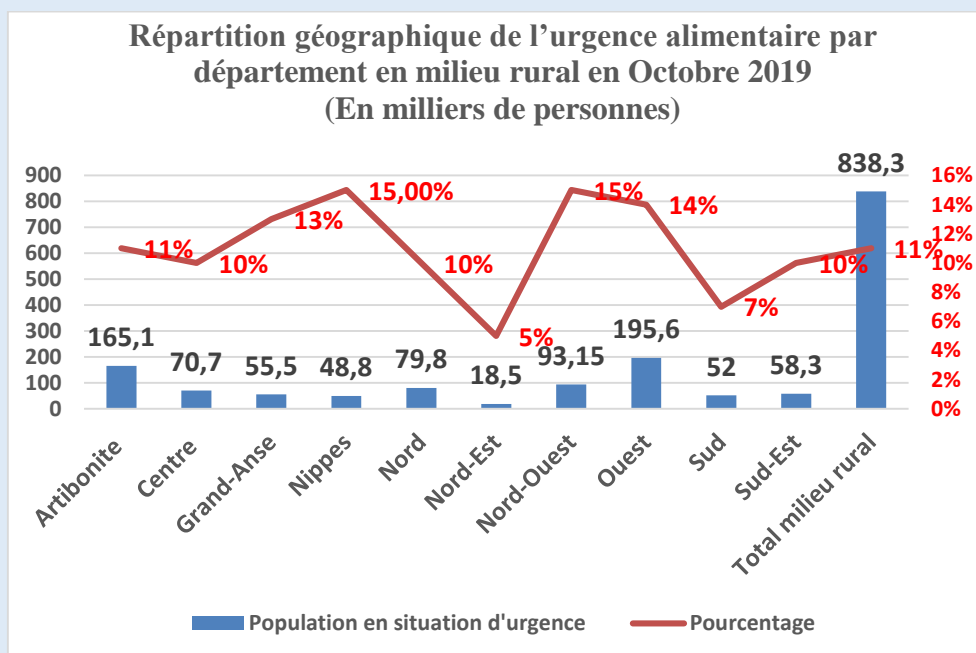
Investir dans les PME rurales pour accroître la sécurité alimentaire

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a annoncé, le jeudi 23 avril 2020, avoir réalisé un investissement de 9 millions de dollars dans le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), fonds d'impact à capitaux mixtes. C'est la première fois que le FIDA, organisme spécialisé des Nations Unies et institution financière internationale, investit directement dans une entité du secteur privé. Cet investissement aidera les petits exploitants agricoles et les micro-, petites et moyennes entreprises rurales des pays en développement à créer des emplois et à améliorer les revenus afin d'accroître la sécurité alimentaire. Avant la crise du COVID-19, seulement 70% des demandes de financement des petits producteurs en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-est demeurait satisfaite.

Notes infographiques



Source : CNSA, Mars 2020



Source : CNSA/Conception Group Croissance et AHJEDD

Ont contribué à ce numéro :

Gérard Junior JEANTY

Hansy MARS

Johnny JOSEPH

Kesner PHAREL

Patrick SAINT-PRÉ

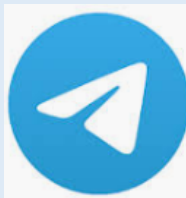
SUIVEZ-NOUS SUR:



DevHaïti



DEVHAÏTI



DevHaïti canal public

Le magazine DevHaïti est produit par Group Croissance et l'Association Haïtienne des Journalistes
Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD).

Tous droits réservés.